LAVIGNE, Marie et Yolande PINARD, *Les femmes dans la société québécoise*. Collection « Études d'histoire du Québec », n° 8. Montréal, les éditions du Boréal-Express, 215 p. \$7.95.

Micheline Johnson

Volume 32, numéro 1, juin 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303677ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303677ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Johnson, M. (1978). Compte rendu de [LAVIGNE, Marie et Yolande PINARD, *Les femmes dans la société québécoise*. Collection « Études d'histoire du Québec », n° 8. Montréal, les éditions du Boréal-Express, 215 p. \$7.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 32(1), 101–103. <https://doi.org/10.7202/303677ar>

LAVIGNE Marie, Yolande PINARD, *Les femmes dans la société québécoise*, collection «Études d'histoire du Québec», n° 8, Montréal, les éditions du Boréal-Express, 215 pages. \$7.95.

Le dernier ouvrage de la collection «Études d'histoire du Québec», avec la photo qui figure sur la couverture, (un groupe de femmes travaillant à trier du minerais de cuivre à la Huntingdon Copper Mine, Bolton, 1867) semble se proposer de renouveler nos images sur le rôle de la femme dans la société québécoise. S'il n'y parvient pas tout à fait, on doit reconnaître que ce volume a le mérite de rendre accessibles les articles les plus importants qui ont été écrits récemment, (dont trois inédits), sur l'histoire de la condition féminine au Québec et de proposer une vue d'ensemble fort pertinente des recherches déjà faites ou à faire dans ce champ de l'histoire sociale.

Dans l'article de présentation, les éditrices font «le point sur l'état de la recherche», commentent «les instruments et les études qui sont actuellement à la disposition des chercheurs» et soulignent l'apport de chacun des articles qu'elles ont choisi de publier. Leur aperçu synthétique est très bien présenté et fournit au lecteur un excellent panorama des publications diverses sur l'histoire des femmes. Lavigne et Pinard soulignent toutefois que «la variété des expériences historiques déjà mises à jour laisse perplexe» et elles suggèrent «qu'entreprendre l'histoire de 'la Femme' ou de 'la Québécoise' risque de déformer considérablement la réalité historique». En fait, nous retrouvons ici toute l'ambiguïté de cette discussion qui peut s'orienter dans plusieurs directions selon qu'on situe la question féminine par rapport à la lutte des classes, ou à la lutte des sexes, ou aux idéologies variées qui ont prévalu aux différentes époques. L'Histoire a secrété la «question féminine», mais, en toute rigueur, la «question féminine» n'existe pas puisque l'ensemble des expériences féminines ne peut se ramener à un commun dénominateur, fut-il une commune dénominateur! Bref, le texte de présentation ne néglige aucune des difficultés impliquées par la recherche en histoire des femmes et n'hésite pas à préciser quelles sont les avenues qui seraient les plus fécondes à explorer: l'étude de l'organisation des rapports sociaux pour comprendre la place de la femme dans la société coloniale; l'étude des impacts de l'industrialisation sur la famille pour comprendre les phénomènes sociaux qui affectent les femmes au 19^e siècle; l'étude du rôle des mouvements sociaux dans la prise de conscience des femmes du Québec, au 20.^e siècle, de leur situation de dominées. Au fond, cet article de Lavigne et Pinard donne le goût de se mettre au travail.

L'ensemble des articles couvre un siècle d'histoire. Le travail de Suzanne Cross, «La majorité oubliée: le rôle des femmes à Montréal au 19^e siècle», aborde un sujet beaucoup trop vaste et complexe pour l'espace qui lui est alloué, mais apporte des renseignements précieux sur le rôle des femmes dans les usines montréalaises, et notamment, sur la participation

des mères de famille à ce prolétariat. L'article de Yolande Pinard, « Les débuts du mouvement des femmes », très bien documenté, retrace les premières manifestations féministes à Montréal dans le *Montreal Local Council of Women* et s'attache surtout à situer l'action et la pensée des féministes francophones dans ce mouvement anglo-saxon, entre 1893 et 1902. L'article suivant enchaîne sur le même sujet. Il est consacré à « La Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste et les revendications féministes au début du 20^e siècle ». Les auteurs (Lavigne, Pinard et Stoddart) résument très bien les activités de cette association durant sa période d'action énergique et proposent une hypothèse intéressante pour expliquer le déclin qu'elle a subi après 1930.

Face à ce courant nouveau dans la société québécoise, les élites n'ont pas tardé à réagir. L'article sur « Henri Bourassa et la question des femmes » a permis à Susan Trofimenkoff de ramasser tous les propos du fondateur du *Devoir* sur le féminisme, le suffrage féminin et le divorce. À travers Bourassa, c'est tout l'antiféminisme qui est abordé. L'auteur a su situer son analyse au-delà de la dichotomie conservatisme/évolution, dans une perspective idéaliste, celle des images que les hommes ont d'eux-mêmes, de la femme, et, par voie de conséquence, de la société. Cela lui permet de mettre en relief qu'en dépit des modifications sociales et politiques survenues récemment, la permanence de ces images encore vivaces aujourd'hui, en dit long sur la lenteur avec laquelle les changements s'opèrent au niveau des mentalités.

Cette lenteur s'exprime particulièrement par les réactions face à la femme qui pénètre sur le marché du travail. Deux articles sont consacrés à cette question. « Ouvrières et Travailleuses montréalaises entre 1900 et 1940 » de Marie Lavigne et Jennifer Stoddart poursuit, en quelque sorte, les informations de Suzanne Cross sur les femmes au travail. Les sections de l'article qui proviennent des analyses des recensements sont pleines de renseignements intéressants. Mais l'analyse sociale du travail féminin reste trop brève tout en soulignant les nombreuses pistes à explorer. L'article suivant, « Les femmes dans le mouvement syndical québécois » de Mona-Josée Gagnon, explore justement plus à fond l'un des problèmes esquissés dans l'article précédent. Dans un texte malheureusement envahi par les divisions décimales, les néologismes et les sigles, l'auteur s'attache davantage à décrire la situation présente qu'à retracer l'évolution de la participation des femmes à la vie syndicale. Ses aperçus historiques semblent toujours justes mais ils nous laissent plutôt sur notre faim. Quoi qu'il en soit, cet article pose les vraies questions relativement au problème théorique qui sous-tend la condition féminine dans ses relations avec le syndicalisme.

Voulant rompre avec le courant historiographique qui a longtemps associé l'histoire de la femme à celle du mouvement féministe bourgeois, l'article de Francine Fournier, « Les femmes et la vie politique », prétend situer l'histoire du mouvement des femmes dans sa globalité en associant l'histoire des droits juridiques et politiques à celle, plus diffuse, des condi-

tions sociales. En fait, l'article est plutôt la juxtaposition de deux courants, celui de la conquête des droits politiques et celui des luttes ouvrières. Très bien écrit, l'article forme une synthèse intéressante, mais il n'apporte en réalité que peu d'éléments nouveaux qui n'étaient déjà connus. Seule la conclusion nous apporte quelques éléments englobants de la situation féminine.

Le dernier article est le seul qui ne soit pas à consonance historique. La sociologue Nicole Laurin-Frenette, dans « La Libération des femmes », analyse la question féminine à travers quelques courants majeurs de pensée qui ont tenté de l'interpréter: Engels, Reich, Beauvoir, Millet et Firestone. L'article est de lecture difficile mais permet de faire rapidement le tour des principales interprétations qui ont été proposées pour expliquer la sujétion historique des femmes.

Finalement, l'ensemble de ces articles permet un tour d'horizon vraiment satisfaisant. Peut-on faire l'histoire de la femme? Ces jeunes historiennes viennent certainement de le démontrer.

*Département d'histoire
Université de Sherbrooke*

MICHELINE JOHNSON